

## Une mise à jour économique qui ne passera pas à l'histoire

Québec, le 3 novembre 2022 – La députée de Beauport-Limoilou, Julie Vignola, déplore une mise à jour économique qui mentionne 115 fois le problème de l'inflation sans offrir de soutien supplémentaire aux personnes vulnérables ou de nouvelle piste de solution, alors qu'une récession est redoutée dès 2023.

« Un Québécois inquiet de la hausse du coût de la vie ne trouvera que très peu de réconfort à la lecture de cette mise à jour économique. Il devra s'y contenter essentiellement de la suite de la mise en œuvre du budget du printemps dernier. Le Bloc Québécois avait demandé au gouvernement de se recentrer sur ses responsabilités fondamentales envers les personnes vulnérables : hausser les transferts en santé, soutenir adéquatement les 65 ans et plus et réformer en toute urgence l'assurance-emploi, meilleur stabilisateur en période économique difficile. Il a rejeté ces propositions. Nous ne pouvons donc que dénoncer une occasion manquée d'aider les Québécois à faire face aux moments difficiles qu'ils vivent déjà ou qu'ils redoutent pour les mois à venir », a dénoncé Mme Vignola.

### Santé : le bras de fer se poursuit

Le Bloc Québécois avait demandé au gouvernement d'accéder à la demande unanime du Québec et des provinces de hausser immédiatement, durablement et sans conditions les transferts en santé. « Alors que les urgentologues avertissent que nos hôpitaux ont atteint leur point de rupture, le fédéral n'agit pas. Il privilégie visiblement sa stratégie de prolonger la crise du financement de la santé dans l'espoir de briser le consensus des provinces pour les convaincre d'accepter de diluer leurs demandes financières », a expliqué Mme Vignola.

### Deux classes d'ainés

La députée bloquiste déplore que les personnes de 65 à 74 ans continuent d'être privées de la hausse de pension de vieillesse dont elles auraient, plus que jamais, besoin actuellement. « Le revenu fixe des aînés ne leur permet pas de faire face en temps réel à une hausse du coût de la vie aussi prononcée. Ils demeurent les personnes les plus susceptibles d'avoir à faire des choix difficiles à l'épicerie ou à la pharmacie. Et le gouvernement continue de pénaliser les moins nantis qui voudraient travailler davantage sans perdre leurs prestations. L'inflation, contrairement au gouvernement fédéral, ne discrimine pas les aînés selon leur âge », a-t-elle dénoncé.

### Une assurance-emploi sans assurance

Alors que de plus en plus d'analystes redoutent la possibilité d'une récession dès 2023, le gouvernement canadien semble reculer sur la réforme globale de l'assurance-emploi qu'il a promise pour l'été dernier. « Actuellement, six travailleurs sur 10 qui perdent leur emploi n'ont pas droit à l'assurance-emploi, même ceux qui y cotisent. L'assurance-emploi est pourtant le meilleur moyen de stabiliser l'économie en cas de récession. Or, les projections financières du gouvernement prouvent qu'il ne prévoit pas que plus de gens devraient y avoir accès, impliquant que si la réforme promise finit par aboutir, elle demeurera décevante et ne permettra pas de faire face à une hypothétique récession », a dénoncé la députée de Beauport-Limoilou.

« Le gouvernement met le doigt sur le problème de la hausse du coût de la vie et s'arrête à le nommer. Il annonce des jours à venir difficiles cet hiver, sans prévoir comment les traverser. Il fait lui-même des constats sévères sur l'état de la situation économique sans pourtant tenir compte de la moindre proposition de l'opposition pour s'y préparer. Il répète les mesures qu'il a prises par le passé, concrétise ce qu'il a déjà annoncé dans le budget d'avril dernier, mais rien n'indique qu'il sache où il s'en va. Ce sera peut-être encore une fois le rôle du Bloc Québécois de le diriger dans le sens des intérêts des Québécois », a conclu Julie Vignola.